

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



DISTR.  
GENERALE

E/CN.4/SR.177  
12 mai 1950

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT SOIXANTE-DIX-SEPTIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,  
le mardi 2 mai 1950, à 14 heures 30.

SOMMAIRE :

- Questions diverses.

- Mesures de mise en oeuvre (E/1371, annexe III; E/CN.4/366, E/CN.4/353/ Add.10, E/CN.4/353/Add.11, E/CN.4/444; E/CN.4/358, chapitre IX; E/CN.4/164/Add.1, E/CN.4/419) (suite) :
  - Discussion générale (suite).

PRESENTS :

Présidente :

Mme ROOSEVELT

Etats-Unis d'Amérique

Membres :

M. WHITLAM	Australie
M. NISOT	Belgique
M. VALENZUELA	Chili
M. TSAO	Chine
M. SORENSON	Danemark
M. RAMADAN	Egypte
M. CASSIN	France
M. KYROU	Grèce
Mme MEHTA	Inde
M. MALIK	Liban
M. MENDEZ	Philippines
Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. ORIBE	Uruguay
M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Représentant d'une institution spécialisée :

M. LEMOINE                      Organisation internationale du Travail (OIT)

Représentante d'une organisation non gouvernementale de la catégorie A :

Mlle SENDER                      Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

Mme AIETA	Union catholique internationale de service social
M. NOLDE (	Comité des églises pour les affaires internationales
Mme NOLDE (	
M. MOSCOWITZ	Conseil consultatif d'organisations juives
M. HALPERIN	Comité de coordination d'organisations juives
Mme van den BERG	Alliance internationale des femmes
Mlle ROBB	Fédération internationale des femmes diplômées des universités
M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
Mlle ZIZZAMIA	Union internationale des ligues féminines catholiques

Secrétariat :

M. SCHWELB

Directeur par intérim de la Division des  
droits de l'homme

M. LIN MOUSHENG

(

Secrétaires de la Commission

M. DAS

(

## QUESTIONS DIVERSES

1. La PRESIDENTE propose à la Commission d'étudier, lors de la séance qu'elle tiendra le 3 mai à 15 heures, les rapports du Comité de l'annuaire (E/CN.4/453), du Comité des communications (E/CN.4/460) et du Comité sur la discrimination et les minorités (E/CN.4/450).

Il en est ainsi décidé.

2. La PRESIDENTE annonce qu'un Etat Membre a demandé un exemplaire du compte rendu analytique d'une séance privée tenue il y a quelque temps par la Commission. Elle rappelle les dispositions de l'article 40 du règlement intérieur et déclare que, à son avis, il n'y a aucune raison pour ne pas accéder à cette requête. Elle propose donc que le compte rendu en question soit envoyé.

Il en est ainsi décidé.

MESURES DE MISE EN OEUVRE (E/1371, Annexe III; E/CN.4/366, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11, E/CN.4/444; E/CN.4/358, chapitre IX; E/CN.4/164/Add.1, E/CN.4/419) (suite).

Discussion générale (suite)

3. M. CASSIN (France) constate que la Commission discute la question de savoir si, pour assurer un respect effectif des droits de l'homme, il convient d'établir un organe international ou s'il suffirait d'un organe ad hoc. Il se prononce, quant à lui, pour un organe international permanent.

4. M. Cassin rappelle que, en 1948, le représentant de la France a eu la même pensée que le représentant de l'Australie : avoir en même temps un pacte aux dispositions aussi larges que possible et des mesures de mise en oeuvre aussi complètes que possible. Le représentant de la France avait alors pensé à proposer l'établissement d'une commission permanente ayant de très larges pouvoirs et qui aurait pu être saisie par des Etats, des groupes d'individus ou des particuliers. M. Cassin ne considère pas cette idée comme un but ultime mais comme un objectif à réaliser à bref délai.

5. Toutefois, entre un pacte très large accompagné de mesures de mise en oeuvre très complètes, mais qui ne serait signé que dans un demi-siècle, et un pacte plus modeste accompagné de mesures de mise en oeuvre toutefois suffisantes, le représentant de la France préfère la seconde solution. Il ne croit pas qu'il soi

bon d'envisager la création d'une organisation semblable aux institutions spécialisées. En effet, la question des droits de l'homme présente, pour l'Organisation des Nations Unies, un caractère si primordial qu'on ne saurait envisager de la détacher de l'Organisation.

6. Le représentant de la France estime que, lorsqu'on parle d'un organe permanent, il ne faut pas oublier l'existence de la Commission des droits de l'homme, qui est prévue par la Charte (Article 68), qui existe et qui fonctionne. Bien que le Conseil économique et social n'ait pas donné à cette Commission tous les pouvoirs qu'elle aurait souhaité posséder, la Commission ne doit pas se dessaisir de sa tâche de surveillance générale des droits de l'homme et, en ce qui concerne cette fonction particulière, M. Cassin estime qu'il est inutile de créer un autre organe.

7. Le représentant de la France parle ensuite de la commission de recommandation envisagée dans la proposition de la France : il estime qu'il est indispensable de l'établir dès la première étape. On fera sans doute observer qu'une telle commission serait probablement inutile, car il est vraisemblable qu'il y aura peu de plaintes déposées par un Etat à l'égard d'un autre Etat; on fera aussi valoir qu'il vaudrait mieux ne pas surcharger le budget de l'Organisation en créant un nouvel organe permanent. M. Cassin ne propose pas que l'organisme dont il est question dans la proposition de la France soit permanent au sens matériel et physique du terme, ni qu'il ait l'ampleur de la Cour internationale de Justice. A son avis, il devrait y avoir en permanence un groupe de personnalités, choisies pour leur compétence, qui auraient à connaître des plaintes des Etats en cas de violation des droits de l'homme. L'adoption d'une telle proposition n'entraînerait pas des frais beaucoup plus élevés que l'adoption de la proposition des Etats-Unis et du Royaume-Uni, mais la différence juridique serait très importante et la puissance morale de l'organe envisagé par la proposition française incomparablement supérieure.

8. On pourra aussi demander pourquoi créer un organe permanent puisque, par hypothèse, cet organe n'examinera, au début, que des plaintes déposées par un Etat contre un autre Etat et qui seront donc relativement peu fréquentes. M. Cassin estime qu'entre un organe ad hoc et un organe général permanent, il y a une différence considérable. En effet, une commission ad hoc peut occasionnellement résoudre un cas concret, mais elle ne peut pas créer de précédents; tandis que la décision d'un organe permanent constitue un précédent qui engage l'avenir.

9. La permanence de la commission envisagée dans la proposition de la France pourrait être entretenue, par exemple, par un roulement : sur les sept membres de la commission, trois d'entre eux seraient renouvelables après trois ans et les quatre autres après cinq ans. Le représentant de la France demande aux membres de la Commission de considérer que ce projet se borne à préparer l'avenir, tandis que les mesures de mise en oeuvre prévues dans d'autres projets devront probablement être annulées plus tard, lorsqu'on envisagera des mesures plus perfectionnées.

10. Le représentant de la France propose une commission réduite et ayant un caractère aussi apolitique que possible, ceci en particulier du fait que les plaintes d'un Etat contre un autre Etat ont bien souvent un caractère politique. Il a beaucoup réfléchi avant de proposer que cette commission soit un organe qui n'intéresse qu'un cercle fermé : si on établissait de petites commissions ad hoc ou une commission permanente, uniquement composées de représentants des Etats signataires et dont les membres seraient élus par eux, on risquerait de décourager les pays qui n'ont pas encore signé le pacte d'adhérer à cet instrument et d'entrer dans ce cercle. M. Cassin a essayé de concilier le droit absolu des signataires de ne pas se mettre sous la dépendance d'Etats non signataires, avec le caractère universel de la communauté humaine.

11. Le droit international nouveau que crée la Commission des droits de l'homme peut et doit être créé par degrés. La Charte et la Déclaration universelle des droits de l'homme ont fait sortir la question des droits de l'homme de la juridiction exclusive des Etats. C'est là un grand progrès et il est maintenant logique de donner à un organe international un droit de contrôle afin de vérifier la loyauté de l'exécution des dispositions du pacte par les Etats signataires.

12. La représentante de l'Inde a lié à la question de l'organe permanent la question de savoir qui pourrait le saisir. M. Cassin reconnaît sur ce point que la question de réciprocité est essentielle. Il n'est pas possible que les membres de la Commission soient des nationaux de pays non signataires; il n'est pas possible non plus que des pays non signataires puissent déposer des plaintes. En effet, les Etats qui accepteraient, en signant le pacte, de renoncer à une fraction de leur souveraineté nationale, ne sauraient être mis au banc des accusés par des pays qui refuseraient d'assumer les obligations du pacte. Ce problème reste à résoudre.

13. Le représentant de la France estime qu'il ne faut pas adopter de solution partielle sans avoir une idée d'ensemble. Par contre, si l'on sait où l'on va, il est bon de progresser lentement. M. Cassin rappelle que, selon une disposition de la Constitution de la France, son pays est prêt à accepter toute réduction de sa souveraineté sous condition de réciprocité.

14. En terminant, le représentant de la France déclare que le rôle des membres de la Commission est de placer l'intérêt des droits de l'homme au-dessus de leur prestige et de leur amour propre personnel et national. Il rappelle les termes de la résolution 7 (I) du Conseil économique et social déterminant le mandat de la Commission et déclare que, si la Commission affirme nettement son droit de surveiller, de façon générale, le respect des droits de l'homme, et si elle prévoit par ailleurs la création d'une commission permanente qui s'occupera des cas de violation, elle aura accompli un très grand progrès.

15. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) rappelle que la proposition des Etats-Unis et du Royaume-Uni diffère de la proposition de la France sur des points essentiels. Elle est toutefois d'accord avec le représentant de la France sur le fait que seuls les Etats peuvent être habilités à déposer des plaintes.

16. L'intention du Royaume-Uni n'est pas que les décisions que prendra la Commission au cours de sa sixième session soient définitives : il s'agit d'une expérience. C'est pour cette raison que les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'opposent à la création d'un organe permanent car, si on estime plus tard que cet organe est mal conçu et ne fonctionne pas de façon satisfaisante, il sera pratiquement impossible de l'éliminer. Inversement, un organe non permanent, mais que l'abondance des cas obligera à siéger de façon pratiquement permanente, pourra être aisément transformé en organe permanent.

17. Mlle Bowie ne voudrait pas que l'organe que créera la Commission ait un caractère judiciaire. A son avis, sa tâche devrait consister essentiellement à établir les faits. Par conséquent, elle ne pense pas qu'il doive être composé de jurisconsultes éminents : ses membres devraient être choisis pour leur impartialité et leurs qualités humanitaires. Le plupart des plaintes qui seront portées à la connaissance de cet organe poseront des problèmes de compréhension humaine plutôt que des questions juridiques, et c'est pourquoi l'élément juridique ne devrait pas être prépondérant dans un tel organe.

18. Une des difficultés qui se posent à la Commission est qu'elle ignore le nombre et la nature des plaintes dont sera saisi l'organe international. Il est probable que le seul fait d'en annoncer la création aura un effet sur le nombre des communications relatives aux droits de l'homme. Mais, si l'on écarte d'une part les communications relatives à des cas strictement individuels et d'autre part les communications ayant un caractère visiblement politique, il ne restera alors qu'un nombre de cas assez réduits, qu'un organe de proportions modestes chargé d'établir les faits est le mieux à même de régler.

19. La représentante du Royaume-Uni ne s'oppose pas à l'idée de médiation qui se trouve à l'article 16 du projet présenté par la France, mais, à son avis, l'organe à créer devra être essentiellement chargé d'établir les faits : l'idée de médiation s'imposera d'elle-même au cours des audiences.

20. M. WHITLAM (Australie) est heureux de constater que la représentante de l'Inde a appuyé l'idée de la création ultime d'un organe ayant un caractère judiciaire. Il rappelle que la Commission a pour tâche de déterminer les dispositions d'un instrument de caractère juridique. Le pacte sera un traité et, une fois entré en vigueur, fera partie du droit international. C'est pourquoi les membres de la Commission doivent penser à la création, dans l'avenir, d'un organe judiciaire.

21. M. Whitlam rappelle que l'Australie a proposé, depuis le début de l'étude des droits de l'homme, la création d'une cour internationale des droits de l'homme (annexe III du document E/1371). Il reconnaît que la réalisation de cette proposition n'est pas praticable actuellement, mais il estime qu'elle devra un jour être étudiée sérieusement.

22. Si le pacte fonctionne comme l'espèrent les membres de la Commission, des différends s'élèveront, dont certains seront parfaitement justifiés, d'autres le seront moins et certains ne le seront pas du tout. Il faudra donc envisager un triage des cas et, pour cela, étudier les faits. M. Whitlam estime que la technique employée pour dégager les faits présente une importance considérable si on veut aboutir à une évaluation correcte de ces faits. Il estime qu'on doit viser à accumuler de l'expérience dans ce domaine extrêmement important et très délicat.

23. M. Whitlam ne pense pas qu'il soit juste de dire que la proposition de la France vise à établir une cour ou un tribunal. Il est exact que la proposition de la France exige des membres du futur organe des qualités de juges, mais l'organe lui-même n'aurait pas un caractère judiciaire. Il se bornerait à établir

les faits et à déterminer la procédure qu'il convient d'appliquer pour régler les différends. Cette proposition devrait être examinée très attentivement par la Commission, non seulement à cause de la valeur intrinsèque de l'idée, mais en tant que tentative en vue de donner à l'organe permanent les caractéristiques d'une institution.

24. Le Gouvernement australien a examiné la question et il estime, à ce stade de la discussion, devoir appuyer la proposition des Etats-Unis et du Royaume-Uni en tant que premier pas. Il convient en effet d'avancer avec prudence. Si cette première expérience est heureuse, la Commission pourra alors envisager d'élargir le cadre et la compétence de l'organe international.

25. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, déclare que sa délégation et celle du Royaume-Uni estiment qu'il n'est guère souhaitable d'établir un organisme coûteux et peu maniable avant de connaître l'étendue de la tâche qui sera la sienne. Elle est donc partisan de commencer par créer des comités ad hoc qui seraient compétents pour connaître des plaintes entre Etats. Si, plus tard, à la suite d'un nombre croissant de plaintes, la nécessité de créer un organe permanent se faisait sentir il serait toujours possible de substituer un tel organe aux comités ad hoc existants. Mme Roosevelt fait remarquer que la plupart des pays seront plus disposés à adhérer au pacte si le mécanisme de sa mise en oeuvre n'est pas trop onéreux.

26. En ce qui concerne la proposition de la France, Mme Roosevelt indique que, de l'avis de sa délégation, les membres de l'organe chargé de la mise en oeuvre ne devraient pas être élus par la Cour internationale de Justice, car cela équivaldrait à autoriser les ressortissants des pays qui n'auraient pas ratifié le pacte à participer à la désignation des membres de l'organe chargé de connaître des violations dudit pacte. Les Etats-Unis soutiennent la thèse selon laquelle seuls les représentants des Etats contractants devraient siéger à cet organe. Au cas où les Etats ne pourraient se mettre d'accord, <sup>ce que l'on envisage actuellement,</sup> /11 appartiendrait au Secrétaire général d'en désigner les membres.

27. La délégation des Etats-Unis ne saurait non plus appuyer la proposition de la France tendant à choisir les membres de l'organe de mise en oeuvre parmi les noms de la liste établie pour la désignation des membres de la Cour permanente d'arbitrage, étant donné que cette liste est prévue en vue de la constitution d'un organisme de caractère exclusivement judiciaire.

28. La délégation des Etats-Unis estime qu'une telle procédure aurait un caractère trop restrictif. Elle est d'avis que l'on crée une liste distincte de personnalités, désignées en raison de leur haute intégrité morale et de leur compétence, qui seraient disposées à faire partie d'un organe chargé de connaître des violations des droits de l'homme.

29. Enfin, Mme Roosevelt précise l'attitude de sa délégation au sujet des fonctions qui devraient être conférées à cet organe international. Un tel organe ne devrait pas avoir des fonctions de médiation ou de conciliation, ainsi que le voudrait le représentant de la France; il devrait se borner à constater les faits et laisser à l'opinion publique mondiale le soin de faire pression sur les gouvernements pour obtenir le règlement des différends. Il convient de se rappeler en effet qu'il faut avant tout remédier aux situations existant dans les pays qui violent le pacte. Il est donc préférable de ne pas mettre l'accent sur la médiation ou la conciliation. C'est pourquoi l'organe international devra surtout chercher à constater les faits et à diriger l'attention de l'opinion publique mondiale sur ces faits.

30. Mme MEHTA (Inde) déclare qu'elle a écouté l'intervention du représentant de la France avec attention et respect. Elle avait craint que la France ne revînt entièrement sur la proposition relative au droit de pétition qu'elle avait soumise à la Commission l'année précédente; elle se réjouit donc de constater que, fondamentalement la position de la France n'a pas changé et que son représentant ne fait que préconiser une prudence dont la plupart des délégations reconnaissent la nécessité en une matière aussi délicate. Le Gouvernement de l'Inde pense lui aussi qu'il convient de procéder par étapes et que l'on ne saurait actuellement créer mieux qu'une commission de conciliation; il estime toutefois que le but ultime doit être l'institution d'un organe judiciaire pour connaître des plaintes relatives aux violations des droits de l'homme.

31. Ainsi que le représentant de l'Australie l'a souligné, la première condition est d'assurer au système que l'on établira un certain caractère de permanence. Cette considération écarte donc les comités ad hoc que les délégations du Royaume-Uni et des Etats-Unis proposent d'établir, en faveur d'un organe permanent que l'on développerait par la suite à la lumière de l'expérience acquise. Le Gouvernement de l'Inde n'a pas d'idée préconçue quant à la composition ou aux

fonctions d'un tel organe; mais la Commission doit dès à présent trancher la question de savoir si elle recommandera ou non la création d'un organe permanent.

32. Mme Mehta ne pense pas qu'un comité ad hoc qui se réunirait pour connaître d'un cas particulier et qui serait chargé uniquement de procéder à une enquête sur ce cas puisse garantir efficacement le respect des droits de l'homme : par contre, une commission fonctionnant en permanence et jouissant de la confiance des Etats et des peuples créerait la jurisprudence sur laquelle reposerait, à l'avenir, la protection de ces droits.

33. M. NISOT (Belgique, considère le projet commun du Royaume-Uni et des Etats-Unis comme devant se révéler le plus efficace. D'une part, ce qui importe en premier lieu, lorsque se produit une violation des droits de l'homme, c'est d'établir contradictoirement les faits, afin de les porter à la connaissance du monde. En effet, le verdict de l'opinion publique est parmi les sanctions pacifiques, l'une des plus efficaces. D'autre part, il résulte du projet que les enquêtes seront confiées à des hommes dont certains, désignés par les Gouvernements en conflits, jouiront de leur confiance. En outre, les hommes chargés de l'enquête pourront être choisis pour leur connaissance des problèmes propres au cas d'espèce. Or, l'expérience démontre qu'un groupe ainsi composé dans chaque cas, en considération des nécessités concrètes de ce cas, exerce une action plus éclairée, plus directe et plus utile qu'un corps désigné d'avance, une fois pour toutes, dans l'ignorance des circonstances des cas particuliers dont il pourra être éventuellement appelé à connaître.

34. Mlle SENDER (Confédération internationale des syndicats libres) fait observer que, si l'organe que l'on se propose de créer doit se borner à attirer l'attention de l'opinion publique sur des violations des droits de l'homme, point n'est besoin de lui donner un caractère permanent; il ne serait même pas nécessaire de créer un nouvel organe, car, ainsi que le prouvent notamment les procès-verbaux du Conseil économique et social, il existe déjà de nombreux précédents de cas de violation qui ont été portés devant l'opinion publique mondiale par l'intermédiaire des organes des Nations Unies.

35. De l'avis de Mlle Sender, le nouvel organe, pour remplir une fonction utile, devrait être un organe de conciliation et d'arbitrage. D'autre part, les gouvernements ne devraient pas être seuls à jouir du droit de recours, car

l'expérience du passé a démontré que, si les cas de violation sont nombreux, ils ne font l'objet d'une plainte formelle que dans des cas exceptionnels. Il y aurait lieu d'étudier la possibilité d'accorder le droit de pétition, sinon aux individus, du moins à des groupements représentatifs.

36. La Commission a sans doute raison de ne vouloir avancer que progressivement, mais elle pourrait manifester d'ores et déjà son intention d'agir en adoptant, par exemple, une résolution aux termes de laquelle elle s'engagerait à accomplir dans un délai donné - un délai de deux ans - un deuxième pas dans la bonne direction.

37. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, souligne que, même si le nouvel organe était doté de pouvoirs d'arbitrage et de conciliation, ses recommandations n'auraient pas force obligatoire; un Etat coupable de violation des droits de l'homme ne serait pas tenu de s'y conformer. D'autre part, il ne semble guère probable qu'un différend fondé sur une violation du pacte relatif aux droits de l'homme puisse se prêter à compromis. C'est là la raison pour laquelle la délégation des Etats-Unis attache tant de prix à la constitution d'un comité qui serait composé de telle manière qu'il commanderait le respect de l'opinion publique, seule force capable d'amener un Etat jugé coupable par ce comité à accepter ses recommandations.

38. Mme MEHTA (Inde) fait observer que la conciliation n'entraîne pas nécessairement la mise en application de mesures. Une commission permanente pourrait intervenir utilement dans des cas de violation des droits de l'homme et contribuer tout au moins à en régler un certain nombre. Mme Mehta n'attribue pas à l'opinion publique la même puissance d'action que la représentante des Etats-Unis d'Amérique : elle fait observer que, bien que l'opinion publique mondiale ne s'en soit pas désintéressée, la situation des Indiens dans l'Union Sud-Africaine ne s'est guère améliorée depuis quatre ans; une intervention directe de la part d'un organe compétent aurait sans doute abouti à des résultats plus tangibles.

39. M. MALIK (Liban) rappelle que la Charte prévoit expressément le règlement des différends par voie de conciliation et d'arbitrage et a institué, notamment, un système détaillé pour la solution de tous les problèmes touchant à la paix et à la sécurité internationales. D'autre part, la Commission intérimaire de l'Assemblée générale étudie depuis deux ans la création d'un mécanisme de conciliation. C'est à ces sources que la Commission des droits de l'homme devrait puiser, afin que son action soit en harmonie avec celle des autres organes des Nations Unies en une matière qui relève directement de la Charte.

40. M. Malik pense, avec la représentante de l'Inde, que la Commission doit prendre avant tout une décision de principe quant au caractère de l'organe à créer: sera-ce un organe permanent ou un comité spécial? Elle devra ensuite trancher la deuxième question de principe: l'organe ne pourrait-il être saisi que par les Etats signataires du pacte? A ce propos, le représentant du Liban constate avec regret que certaines délégations ont modifié leur position depuis la dernière session. Un nouveau vote constituerait, en quelque sorte, une épreuve qui montrerait à quel point la situation s'est détériorée par rapport à l'année précédente du point de vue de la protection des droits de l'homme.

41. Pour sa part, la délégation du Liban voudrait voir apporter à la proposition de la France un amendement qui, sans en modifier le fond, en élargirait la portée et la rendrait beaucoup plus acceptable à ses yeux; il consisterait à y insérer un paragraphe 2 ainsi conçu:

"La Commission connaîtra également des plaintes concernant toute violation des dispositions du Pacte commise sur le territoire des Etats parties au Pacte et déposées soit par une organisation non gouvernementale nationale, reconnue par l'Etat sur le territoire duquel ladite violation se serait produite comme compétente à présenter une plainte, soit par une organisation non gouvernementale internationale reconnue compétente par le Conseil économique et social." (1)

42. Un tel système serait plus souple que celui envisagé dans la proposition de la France. M. Malik exprime l'espoir que la délégation de la France pourra le suivre et accepter de faire un pas de plus sur la voie du progrès. Cette

---

(1) Traduction provisoire.

voie est du reste celle qu'ont indiquée les représentants des organisations non gouvernementales que la Commission a entendus au début de la discussion générale sur la question de la mise en oeuvre. M. Malik fait observer que ce n'est pas par hasard que, parmi ces organisations qui ont apporté une contribution si constructive aux travaux de la Commission, figuraient deux organisations représentant un groupe humain qui, plus que tout autre, possède une connaissance approfondie, fondée sur l'expérience personnelle, de tous les problèmes touchant au respect des droits de l'homme.

43. La PRESIDENTE dit que la Commission tout entière, même si elle ne partage pas absolument leurs vues, est reconnaissante aux représentants des organisations non gouvernementales qui ont pris la parole devant elle pour l'intérêt qu'ils manifestent à ses travaux et pour la part éclairée qu'ils y prennent.

44. Parlant ensuite en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, Mme Roosevelt attire l'attention du représentant du Liban sur le fait que son amendement apporte une modification de fond à la proposition de la France. A son avis, une telle proposition trouverait sa place, non pas dans le pacte lui-même, mais dans un protocole que les Etats signataires du pacte seraient libres d'accepter ou non.

45. M. KYROU (Grèce) estime, comme la représentante des Etats-Unis, que l'amendement du Liban semble modifier profondément la portée de la proposition française. Pour sa part, la délégation de la Grèce appuie la proposition commune parce qu'elle permet d'établir un système de mise en oeuvre beaucoup plus souple que la proposition française.

46. Mlle BOWLE (Royaume-Uni) ne voit pas la raison pour laquelle certains représentants persistent à présumer que les Etats qui adhèrent au pacte n'en respecteront sûrement pas les dispositions et ne rempliront pas les engagements qu'ils auront librement contractés; il s'agit, après tout, des démocraties qui, par leur nature même, mettent les droits de l'homme au premier plan.

47. Répondant ensuite aux observations de la représentante de l'Inde, Mlle Bowie se déclare convaincue que la position prise par l'opinion publique mondiale, ainsi que par certains secteurs de l'opinion publique dans le pays même, par exemple à l'égard de la situation des minorités dans l'Union Sud-Africaine, ne

manquera pas de produire un effet salutaire sur le Gouvernement intéressé et ne saurait donc être qualifiée d'inutile.

48. M. SORENSON (Danemark) rappelle qu'il a déjà exposé le point de vue de son Gouvernement sur le problème des mesures de mise en oeuvre du pacte. Il se bornera donc à faire quelques observations au sujet des propositions dont la Commission est saisie. Tout d'abord, la question de la permanence ou de la non-permanence de l'organe de mise en oeuvre ne saurait être dissociée de la question des fonctions qui seront conférées audit organe ainsi que de celle de savoir qui aura le droit de porter plainte devant lui.

49. M. Sorenson a déjà souligné qu'il est dangereux de conférer aux seuls Etats le droit de porter plainte en cas de violation des droits de l'homme, car cela ne manquerait pas de transformer les différends relatifs à l'application du pacte en différends politiques. M. Sorenson estime néanmoins qu'il est inutile de voter sur cette question de principe; les membres de la Commission doivent donc procéder à un échange de vues approfondi pour essayer de trouver la plus grande mesure d'entente possible entre eux.

50. La question de la permanence ou de la non-permanence de l'organe à créer n'acquiert de l'importance que lorsqu'elle est envisagée du point de vue des fonctions qui doivent être conférées audit organe. A ce point de vue, il convient de remarquer qu'un organe ad hoc aurait davantage tendance à revêtir un caractère politique alors qu'un organe permanent revêtirait rapidement un caractère judiciaire. M. Sorenson ne voit pas comment les comités dont il est question dans la proposition commune pourraient ultérieurement devenir des organes judiciaires sans que la Commission ait à modifier complètement sa position de principe. Par contre, un organe permanent pourrait parfaitement se transformer en organe judiciaire sans qu'il soit nécessaire d'apporter des amendements au pacte. C'est pourquoi, malgré le fait que l'organe proposé par la délégation de la France ne diffère que très peu, quant à ses fonctions, de celui dont les Etats-Unis et le Royaume-Uni proposent la création, le premier est susceptible d'évoluer alors que le second ne l'est pas. M. Sorenson demande instamment aux délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni de réexaminer leur position sur ce point et de faire, si possible, une concession qui puisse permettre de réaliser la quasi unanimité au sein de la Commission.

51. Le représentant du Danemark serait également heureux si les délégations des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France pouvaient se mettre d'accord

sur les fonctions du futur organe. La représentante des Etats-Unis a déclaré que celui-ci devrait se borner à constater les faits et que l'opinion publique mondiale ferait le reste. M. Sørensen ne partage pas cet avis et il rappelle qu'en dépit de l'opinion publique mondiale la situation en Espagne ne s'est pas améliorée. D'autre part, l'institution d'une procédure de médiation est fort possible, ainsi que le prouve l'expérience de l'OIT, et elle est susceptible de réussir davantage.

52. En conclusion, M. Sørensen réitère le vœu de voir les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni modifier quelque peu leur position afin de réaliser l'accord le plus large possible au sein de la Commission. Il est évident que tout accord en matière des droits de l'homme qui serait réalisé en dehors des Etats-Unis et du Royaume-Uni n'aurait aucune portée réelle et efficace.

53. M. CASSIN (France), répondant aux critiques qui ont été formulées contre la proposition de la France, précise que la Commission permanente dont il envisage la création n'est pas censée être une cour internationale. Elle a néanmoins l'avantage, ainsi que l'a fait ressortir le représentant du Danemark, d'être susceptible d'évoluer et de revêtir un caractère judiciaire au moment opportun. Pour donner satisfaction à la représentante des Etats-Unis, M. Cassin est disposé à modifier l'article 15 de sa proposition de manière à conférer à la commission en question, en dehors de ses fonctions de médiation, le droit de constater les faits concernant les violations des droits de l'homme. Ceci dit, M. Cassin fait remarquer que conciliation ne signifie guère marchandage, ainsi que semblent l'interpréter certains représentants. La procédure de conciliation qu'il prévoit vise à amener un Etat, à la requête d'un autre Etat, à redresser les violations du pacte qu'il aurait commises, par exemple en rapportant un décret illégal. Inversement, il peut être avéré que l'Etat plaignant a été mal informé. La Commission envisagée est appelée à faire des recommandations en séances publiques. La proposition française prend bien soin de l'appeler une "commission de recommandation" pour bien marquer son caractère. Par conséquent, pour ce qui est des fonctions de l'organe en question, M. Cassin estime qu'il est possible de trouver un point de contact entre la proposition de la France et la proposition commune.

54. La question fondamentale reste donc celle de créer un organe capable d'évoluer. M. Cassin fait appel aux représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni pour faire une tentative de rapprochement dans ce même sens.

55. Enfin, le représentant de la France reconnaît que sa proposition se borne à conférer aux seuls Etats le droit de porter plainte devant la Commission, malgré le fait que son pays soit un fervent défenseur du droit de pétition individuel. Mais, quelle que soit sa position de principe sur ce point, la France désire avant tout voir le pacte ratifié le plus rapidement possible. Le Gouvernement français estime que, à l'heure actuelle, la ratification du pacte par la moitié seulement des Etats signataires devrait suffire pour que celui-ci entre en vigueur. Toutefois, si l'on y introduisait le droit de pétition, il faudrait envisager un nombre de ratifications beaucoup plus important car, pour proclamer l'individu sujet du droit international, il faudrait un soutien juridique plus grand qu'il ne semble possible d'obtenir à l'heure actuelle, ce qui retarderait l'entrée en vigueur du pacte. La délégation française espère néanmoins que le droit de pétition pourrait être ultérieurement consacré dans un protocole annexé au pacte.

56. M. ORIBE (Uruguay) déclare que l'on ne saurait assez souligner l'importance du problème général de la mise en oeuvre, non seulement par rapport aux travaux de la Commission, mais par rapport à l'ensemble des activités de l'Organisation des Nations Unies. Aussi tient-il à préciser la position de principe de son Gouvernement à cet égard.

57. La délégation de l'Uruguay voudrait faire observer, tout d'abord, que, si la Commission a pour tâche première de mener à bien la mission précise et concrète qui lui a été confiée - celle d'élaborer des mesures de mise en oeuvre devant assurer l'application du pacte relatif aux droits de l'homme - son attitude actuelle ne doit pas être interprétée comme une acceptation de la thèse selon laquelle les dispositions de la Charte en matière de droits de l'homme n'imposent aucune obligation positive aux Etats Membres de l'Organisation, en raison de leur caractère général, et ne sauraient, par conséquent, être susceptibles d'application pratique. Au contraire, en souscrivant à la Charte des Nations Unies, et tout particulièrement aux Articles 55 et 56 de la Charte, les Etats Membres ont contracté l'obligation juridique positive de favoriser le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Si ces droits et ces libertés n'ont pas encore été définis de manière absolue, si les modalités de leur application sont encore indéterminées, il n'en reste pas moins qu'ils entraînent les obligations juridiques consacrées par le droit conventionnel positif qui lie, au même titre, tous les Etats signataires de la Charte. Ainsi donc, même s'il

n'existait pas de Déclaration universelle des droits de l'homme, les Etats Membres ne auraient pas moins été tenus d'instituer un système de mesures d'application sur le plan international afin de garantir la protection efficace des droits et des libertés qui, en vertu même de la Charte, constituent les principes sur lesquels repose l'organisation internationale.

58. La délégation de l'Uruguay estime que le pouvoir de recommandation conféré par la Charte aux organes des Nations Unies implique nécessairement un pouvoir complémentaire, celui de rechercher des informations et de procéder à des enquêtes. L'expérience de l'Assemblée générale est pleinement instructive à cet égard. M. Oribe attire l'attention de la Commission sur le fait que la doctrine constitutionnelle interne des "pouvoirs implicites" a été formellement acceptée et appliquée par la Cour internationale de justice lorsqu'elle a interprété la Charte des Nations Unies dans le récent avis consultatif qu'elle a émis au su et de réparations pour dommages causés aux fonctionnaires des Nations Unies.

59. Pour ce qui est du problème proprement dit de la mise en oeuvre du pacté international relatif aux droits de l'homme, le Gouvernement de l'Uruguay estime, en premier lieu, qu'il pose des questions techniques qui doivent être résolues conformément aux méthodes purement juridiques, à l'exclusion des solutions politiques fondées sur l'apaisement, la conciliation, le compromis et les concessions réciproques. En effet, en vertu de la Charte et du pacté qui est en voie d'élaboration, le respect des droits de l'homme s'est transformé en une question d'intérêt essentiellement international et toute violation de ces droits affecte la Communauté internationale dans son ensemble. Dans ces conditions, le premier objectif de toute technique d'application doit être non de supprimer les conflits, mais bien, par la détermination des faits, de rétablir des situations juridiques compromises et de réparer les dommages causés.

60. En deuxième lieu, la délégation de l'Uruguay estime que l'établissement d'un système efficace de mesures de mise en oeuvre du pacté relatif aux droits de l'homme est étroitement relié à la création d'organes institutionnels chargés de fonctions de surveillance, d'enquête et de négociations. Elle serait donc disposée à appuyer l'institution d'un organe spécial de contrôle de caractère permanent, dont les fonctions seraient clairement définies dans le pacte. Ces fonctions devraient se limiter aux suivantes : a) contrôle général de l'application du pacte, qui se ferait indépendamment de toute dénonciation et de toute plainte; b) examen des pétitions et enquêtes sur les violations portées à sa connaissance;

c) médiation entre les parties en conflit dans le but d'obtenir, exclusivement, le rétablissement des situations juridiques compromises ou la réparation des dommages subis. Enfin, au cas où le différend ne pourrait être réglé, la question devrait obligatoirement être soumise à la Cour internationale de Justice ou à tout autre organe judiciaire qui serait créé à cet effet et dont la juridiction serait accessible tant aux Etats qu'aux individus.

61. En troisième lieu, le Gouvernement de l'Uruguay voudrait que le droit de pétition soit accordé aux individus, aux groupes d'individus et aux organisations non gouvernementales, car il considère que ce droit constitue la principale garantie du pacte et le moyen technique indispensable pour assurer l'application effective de ses dispositions. Du point de vue théorique, la délégation de l'Uruguay fonde son attitude sur le principe selon lequel la consécration par la Charte des Nations Unies des droits de l'homme et des libertés fondamentales implique que l'individu est tacitement reconnu en tant que sujet du droit international. M. Oribe ne pense pas qu'il soit utile de faire un historique détaillé de l'exercice, par les individus, du droit de pétition. Il souligne cependant que la Constitution de l'Uruguay donne à ce droit la consécration la plus ample. Le droit de pétition doit être considéré comme l'un des droits fondamentaux inhérents à tout sujet de droit tant dans l'ordre juridique international que dans l'ordre juridique interne. En effet, dans toute société organisée, tout individu victime d'une injustice n'a d'autre recours que d'en appeler à l'autorité nationale ou internationale. Ce droit de pétition est un élément de la personnalité juridique de l'individu. La délégation de l'Uruguay constate qu'aucune des propositions soumises à la Commission ne fait mention de la reconnaissance et des conditions d'exercice d'un tel droit; elle se réserve donc la faculté de présenter, au moment opportun, une proposition concrète visant à comprendre le droit de pétition parmi les mesures d'application du pacte international des droits de l'homme.

62. M. MALIK (Liban) explique que, en déclarant que certains Etats semblent être revenus sur leur position de principe, il n'a fait que souligner un fait objectif et incontestable. Les limites du possible ne sont pas aussi infranchissables que certains semblent le croire et M. Malik rappelle ce qui s'est passé lors de l'élaboration de la Convention sur le génocide. A cette époque, certaines délégations ont renversé complètement leur position quant à l'opportunité et au contenu de la dite Convention. Cela prouve que les Etats sont bien susceptibles

de changer d'avis, et les observations de M. Malik n'avaient qu'un but de persuasion.

63. La PRESIDENTE suggère que les délégations des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France se réunissent pour mettre au point le texte d'un projet commun.

64. Mme MEHTA (Inde), appuyée par Mlle BOWIE (Royaume-Uni), est d'avis que la Commission doit trancher en premier lieu la question de savoir si le futur organe devrait avoir un caractère permanent ou non permanent.

65. M. MALIK (Liban) déclare que les délégations des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France sont libres, si elles le désirent, de procéder à un échange de vues, mais elles ne sauraient élaborer un texte commun, au nom de la Commission, avant que celle-ci n'ait voté sur un certain nombre de questions de principe.

66. M. NISOT (Belgique) conteste l'opportunité de voter sur des principes abstraits, isolés des textes qui doivent en déterminer la forme et l'application.

67. M. CRIBE (Uruguay) est également opposé à un vote sur la question de la permanence ou de la non permanence de l'organe à établir. Il existe d'autres aspects du problème sur lesquels il convient de se prononcer, telle la question des fonctions à conférer audit organe. C'est ainsi, par exemple, que la délégation de l'Uruguay est d'avis de le doter de pouvoirs de contrôle. M. Cribé estime donc qu'il faut poursuivre le débat général afin d'élucider tous ces points.

68. M. CASSIN (France) est partisan d'un vote sur le principe de la permanence du futur organe, mais seulement après que toutes les délégations auront fait connaître leurs points de vue sur la matière.

69. M. SORENSON (Danemark) estime qu'un texte de compromis élaboré en commun par les délégations des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France a les plus grandes chances de succès. Il déclare à nouveau qu'un vote ne résoudrait rien car on ne saurait organiser la protection des droits de l'homme sans le concours des Etats-Unis et du Royaume-Uni.